

# Sécurité : Kaspersky choisit la Suisse pour redorer son blason

La Suisse est-elle le meilleur endroit pour recouvrer la confiance de ses clients pour un éditeur de logiciels de sécurité ? C'est le pari de Kaspersky.

Pourquoi la Suisse ? » Nous avons choisi cet endroit pour deux raisons. Premièrement, la Suisse a maintenu sa politique de neutralité pendant deux siècles. Deuxièmement, le pays dispose d'une législation forte en matière de protection des données. Nous pensons que ces deux qualités font de la Suisse l'endroit idéal pour déplacer une partie de notre infrastructure sensible. » [explique un communiqué](#).

[Blacklisté par l'administration américaine](#) et celle des Pays Bas qui le soupçonnent de collusion avec les services de renseignement russe, l'éditeur se démène depuis pour convaincre de sa totale indépendance avec les hommes forts de Moscou.

Des accusations relayées par des articles de presse , notamment [des enquêtes du Washington Post qui](#) ont révélé des points intrigants comme la découverte par des pirates du gouvernement israélien d'outils de hacking appartenant à la NSA (services secrets américains) stockés dans le système d'information de Kaspersky Lab.

Dans la foulée, le Wall Street Journal évoquait le rôle trouble de l'éditeur moscovite [dans une affaire de vols de documents de la NSA](#).

## La caution Suisse

Evoquée l'an dernier, l'installation d'un datacenter et d'un « centre de transparence » à Zurich est confirmée aujourd'hui. La conception des logiciels sera également localisé dans la localité helvétique. L'ouverture est prévue pour la fin de l'année.

» Les données de nos clients des Etats-Unis, d'Europe, du Japon, de Corée, de Singapour et d'Australie seront désormais stockées et traitées en Suisse. Plus de pays suivront. » a expliqué Eugene Kaspersky [à Reuters](#).

Selon [les données compilées par Statista](#), Kaspersky dispose de 3,79 % du marché des antivirus.

L'installation en Suisse n'est pas la première tentative pour redorer son blason. En octobre 2017, l'éditeur [avait lancé](#) la "Global Transparency Initiative" qui proposait à un tiers de confiance d'évaluer le code source de ses logiciels en vue "d'un examen indépendant". Y compris les mises à jour et moteurs de détection des menaces.

L'initiative n'aura visiblement pas suffi. La tentation de Zurich sera-t-elle suffisante ?